

# ARCHEIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Une partie du collectif les Semeuses

AZB 4001 Bâle  
Forum Civique Européen, 4001 Bâle  
Post CH AG

## FRANCE

# Rencontre de Bure

**Du 26 août au 3 septembre a eu lieu la 1<sup>ère</sup> Rencontre des luttes paysannes et rurales, près de Bure (Meuse). Près d'un millier de personnes de près de 20 pays ont participé à ce camp auto-organisé. C'était une rencontre variée et productive qui a pu atteindre une partie importante de ses objectifs: le renforcement de la lutte contre la décharge nucléaire de Bure, le dépassement de certaines divisions et de l'isolement, ainsi que l'élaboration de projections pour une pratique de la petite paysannerie viable et souhaitable, ici et ailleurs.**

Cette première rencontre des luttes paysannes et rurales (LPR) ne s'est pas déroulée par hasard à la frontière des départements de la Meuse et de la Haute-Marne, entre Champagne et Lorraine. C'est en effet ici, près du village de Bure, que l'Agence nationale pour le stockage des déchets radioactifs (ANDRA) s'emploie depuis les années 1990 à ériger un cimetière, ou plutôt des toilettes nucléaires, pour son industrie colonialiste de l'uranium.

Des paiements d'accompagnement annuels de plusieurs millions (corruption), ainsi que des dizaines de procédures d'enquête, de surveillance et d'interventions armées de grande envergure (violence policière), sont les méthodes choisies depuis toujours pour imposer les visions de l'État nucléaire. L'objectif à Bure: l'enfouissement de dizaines de milliers de mètres cubes de déchets hautement radioactifs pour des milliers de siècles, la réactivation d'une ligne ferroviaire<sup>1</sup>, une immense sous-station électrique, plus de 300 km de tunnels et,

à long terme, trois convois de Castors<sup>2</sup> par semaine. Outre le capital et la violence policière, les pratiques juridiques, administratives et purement mafieuses font également partie du répertoire de l'État nucléaire: des milliers d'hectares de forêts et de champs ont été achetés, avec la collaboration consentante de la société d'exploitation des sols SAFER, l'installation d'opposant·es est empêchée par des droits de préemption et des tracasseries et, en cas de doute, la moitié des villages est rasée avec une politique de la terre brûlée.

En face, dans cette région peu peuplée, il y a des gens qui prennent manifestement au sérieux la promesse de paysages florissants et d'une vie rurale prospère, et qui luttent dans un antagonisme croissant face aux intérêts capitalistes.

Des projets en partie directement menacés par les plans d'enfouissement, comme *La Gare* à Luméville, *L'Affranchie* et *L'Augustine* à Mandres, *La maison de la résistance* à Bure,

le nouveau bar *Les trois vallées* à Tréveray, la chèvrerie en construction *Let's Goat* ou le collectif de maraîcher·es *Les semeuses* sont des exemples de la construction d'une opposition durable.

Afin de rendre l'implantation du groupe encore plus difficile, il existe en outre des campagnes militantes contre les infrastructures de CIGEO. Ainsi, des parties de voies ferrées, de nombreux puits de forage, des institutions et des biens des partisan·es de l'État nucléaire, ou encore les projets de postes de police de Montiers-sur-Saulx (2017) ou de Gondrecourt-le-Château (2023) ont été sabotés, voire détruits.

Mais ce n'est qu'une partie de l'explication de la présence policière totalement démesurée, lors des manifestations à Bure: drones, hélicoptères, barrages routiers, canons à eau, véhicules de déblaiement et infiltration de la manifestation par plusieurs fonctionnaires en civil, révoqués par la suite, faisaient partie des phénomènes concomitants attendus. Mais les participant·es ne se sont pas laissés·es provoquer

1. La ligne de fret Nançois/Tronville – Gondrecourt dont l'état général est jugé vétuste, sera réactivée lors de la mise en action de la phase opérationnelle du site de Cigéo. Les opposant·es ont tenu à dénoncer l'absence de logo de l'ANDRA sur les documents présentés lors des deux réunions publiques d'information.

2. *Cask for storage and transport of radioactive material*, (conteneur de stockage et de transport du combustible nucléaire ou de déchet radioactif), c'est aussi une marque déposée de la société allemande GNS (*Gesellschaft für Nuklear-Service*). En allemand, le terme est employé pour désigner le stockage ou le transport de combustible nucléaire ou de déchets nucléaires.

et la vaste majorité n'a rien tenté pour tenir les uniformes à distance ou pour les immobiliser.

## Mise en danger de la région

La France avance à tous les niveaux, surtout depuis la «renaissance nucléaire» annoncée par Macron en février 2022 (jusqu'à 14 nouveaux EPR<sup>2</sup>!). Depuis la reconnaissance d'intérêt public du centre de stockage géologique profond (DUP) et la demande de permis de construire (DAC) déposée en début d'année, celui-ci souligne la volonté de réaliser réellement le cloaque nucléaire, lancé jadis comme «laboratoire de recherche». La nécessité d'agir face à l'État nucléaire numéro 1 s'accroît ainsi, car le «laboratoire de Bure-Saudron» (ou CI-GEO) de l'ANDRA est en quelque sorte le talon d'Achille de la «relance du nucléaire» voulue.

L'absence de solution pour les déchets toxiques, la négation du caractère colonial de la relation avec les pays à l'origine des matières premières, la collaboration continue avec le groupe d'État russe *Rosatom* et la fable d'un «nucléaire vert», ses racines militaristes et ses perspectives financières et sécuritaires ont encore besoin d'un lieu de repos crédible. Face à la mise en danger de toute la région et aux avancées antidémocratiques de ces dernières années, aucun autre lieu que les alentours de Bure n'a semblé plus cohérent aux organisateurs de la LPR pour les rencontres «pour la défense du vivant et contre la dévastation nucléaire».

C'est sur près de 10 hectares de terrain, le long d'une ligne ferroviaire en friche depuis des décennies, à Cirfontaines-en-Ornois dans la vallée de l'Orge, où l'ANDRA projette un gigantesque tracé Castor, que les «LPR» ont planté leurs tentes fin août. Avec l'aide d'amies techniciennes de l'événementiel, de cinq cuisines collectives et de projets de ferme alliés, des centaines de personnes ont ainsi peuplé le



terrain. Une quarantaine d'organisations, de communes et de coopératives, dont *Uniterre*, la jeune *AbL*, des délégués de la *Coordination européenne de la Via Campesina* (ECVC), *Longo mai*, le *Mouvement d'Action Paysanne*, *Gartencoop*, *La Conf'*, *El Poblet*, des critiques des OGM et quelques associations environnementales et antinucléaires, avaient annoncé leur participation. Le collectif de traduction Coati (Barcelone/Turin) a facilité d'innombrables débats et ateliers transnationaux.

## Les contenus

Au total, environ 150 manifestations ou tables rondes ont eu lieu, ainsi qu'un programme culturel de qualité en soirée. Certain·es riverain·es et agriculteur/trices concerné·es par la violence du projet de stockage final se sont également risqué·es à une rencontre qui s'est efforcée de briser la bulle de la scène de l'ac-

tivisme de gauche. Les controverses n'ont pas manqué, par exemple entre les antispécistes et les éleveur·euses, les défenseur·euses des «énergies renouvelables» et les opposant·es à l'industrie énergétique, mais aussi entre les définitions et les pratiques de l'antifascisme à la campagne ou les méthodes de culture et de sylviculture. Il n'y a cependant eu que peu de conflits. La délégation internationale du CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement) a été particulièrement enrichissante, car elle a permis de discuter d'une perspective globale. Au-delà de l'Europe, des personnes venues du Chili, de Colombie, du Brésil, des États-Unis, du Mali, du Congo, de Palestine et du Liban étaient notamment présentes. Les efforts pour faire entrer une délégation du Cameroun dans l'espace Schengen ont échoué, face aux autorités consulaires.

La diversité et la richesse du contenu souhaitées par les organisateur/trices se sont reflétées dans un programme d'ateliers, de tables rondes, d'exposés et de conférences. L'accent a été mis sur l'échange d'expériences de différentes luttes historiques et actuelles pour l'accès aux ressources et à la terre, sur les modèles d'organisation, les thèmes agroécologiques, l'agriculture et le patriarcat, l'exploitation des travailleur·euses saisonnier·es et les luttes contre les grands projets de construction inutiles. Il a été possible d'aborder les besoins et les thèmes de nombreuses personnes lors de grandes manifestations réunissant jusqu'à 300 personnes, mais aussi dans des contextes «en mixité choisie», en plus petit comité. La rencontre a également reçu un écho extrêmement positif dans les médias. *Radio Zinzine*<sup>4</sup> a émis depuis un studio mobile sur place, un atelier fanzine a publié des rapports sur la vie du camp et des médias amis tels que *Reporterre*, *Silence!* ou *Radio Dreyeckland*<sup>5</sup> ont accompagné ces neuf jours intenses.

## Ambiance, manifestation et perspectives

Selon les goûts, revigoré·es par les tartes flambees et les «Bauernstullen» des *Bürgerinns* d'Alsace, les crêpes d'*ACAB de l'Ouest*, de la

## La loi sur l'accélération de la production d'énergie nucléaire

Le 21 mars 2023, l'Assemblée nationale française a adopté en première lecture, par 402 voix contre 130, la loi dite d'accélération du nucléaire. Mais avant même qu'elle ne soit adoptée, le gouvernement prévoyait explicitement de dissoudre les deux offices de radioprotection IRSN et IRP dans l'autorité de sûreté nucléaire ASN.

Lors de la campagne électorale de 2022, la droite politique de presque tous les partis, y compris le concurrent d'extrême droite du Rassemblement National, Éric Zemmour, avait soutenu, au nom de l'indépendance, de la souveraineté et de la force nationales en matière de politique énergétique, le développement de l'énergie nucléaire en France. Mais le soutien est également venu de la gauche, du groupe parlementaire du Parti Communiste Français (PCF). Son parti s'est toujours placé du côté des «ferveurs défenseurs de l'industrie nucléaire», a commenté le président du PCF Fabien Roussel. En revanche, les députés de la plate-forme électorale de gauche La France insoumise et des Verts ont voté contre le projet, tout comme, après quelques hésitations, le Parti socialiste.

Le projet de loi, qui revient maintenant au Sénat dominé par les conservateurs – la chambre haute du Parlement français avait déjà donné son accord en première lecture le 24 janvier dernier –, prévoit en premier lieu la suppression de l'obligation légale, décidée sous la présidence de François Hollande (2012 à 2017), de limiter la part de l'électricité nucléaire dans le «mix énergétique» à 50 % d'ici 2035. A cela s'ajoute le fait qu'aucune procédure d'autorisation publique ne sera plus nécessaire pour la construction de réacteurs, si ceux-ci doivent être installés sur des sites de centrales nucléaires déjà existants ou à proximité de ceux-ci. Cela raccourcit les délais de construction et exclut toute possibilité d'opposition efficace.

Source : article de Bernard Schmid dans *Jungle World*, avril 2023

**Archipel**  
Mensuel bilingue (F/D)  
édité par le Forum  
Civique Européen

**France:**  
St Hippolyte, F-04300  
Limans  
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98  
fr@forumcivique.org

**Autriche**  
Lobnig 16  
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla  
Tél: 43 (0)42 38 87 05  
at@forumcivique.org

**Allemagne:**  
Ulenkrug, Stubbendorf 68  
D-17159 Dargun  
Tél: 49 (0)39 959 23 881  
de@forumcivique.org

**Suisse:**  
Boîte postale 1115,  
CH-4001 Bâle  
Tél: 41 (0)61 262 01 11  
ch@forumcivique.org

**Ukraine:**  
vul. Borkanyuka 97,  
UA 90440 Nizhne Selishche  
Tel: 00380/31 42 512 20  
ua@forumcivique.org

Octobre 2023 - Nr. 329 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490  
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - [www.forumcivique.org](http://www.forumcivique.org)

*Friterie du Progrès* ou des *Voküs* véganes (qui ont cuisiné près de trois tonnes de légumes locaux), les participant·es se sont rendu·es samedi à la manifestation de Bure. En marge du cortège plutôt familial et joyeux d'environ 700 personnes, certain·es ont commencé par occuper symboliquement le pylône de la ligne THT à haute tension, à proximité duquel doit être construit le poste électrique d'une dizaine d'hectares. Le rassemblement, mené par trois tracteurs, s'est terminé par des prises de parole de la Confédération paysanne et du syndicat SUD-Solidaires sur un terrain vague de Mandres-en-Barrois. Comme dans d'autres villages, l'ANDRA y avait récemment détruit une nouvelle maison d'habitation, pour donner un visage à sa politique de la terre brûlée.

Lors de la séance plénière finale du dimanche, l'ambiance était euphorique, du moins pour celles et ceux qui avaient dormi. Il semblait clair que de telles rencontres, la construction de réseaux combatifs et transnationaux et l'organisation rurale solidaire devaient être poursuivies. Que ce soit pour la défense de l'environnement, le renforcement mutuel de nos groupes ou l'attaque pure et simple des conditions de vie méprisables, de telles confrontations et l'expérience réussie de

l'auto-organisation sur une longue période renforcent notre mouvement. Dans certaines têtes, l'idée d'envisager un autre camp germe déjà.

Après le démontage qui a duré presque une semaine, le temps est à l'analyse et à la réflexion, avec la certitude que la lutte continue ici et ailleurs et qu'elle peut être fructueuse si nous apprenons à rompre l'isolement du quotidien des petits paysan·nes. Vous trouverez sur [lpr-camp.org](http://lpr-camp.org) et [burebure.info](http://burebure.info), les premiers comptes-rendus et les réflexions post-camp.

Luc Skaille

3. *Evolutionary Power Reactor 2*: un projet de réacteur nucléaire à eau pressurisée de génération III+. Ce modèle est une évolution de l'EPR, *Evolutionary Power Reactor* construit dans les centrales nucléaires de Flamanville (France), de Taishan (Chine) et d'Olkiluoto (Finlande). Fin 2021, un programme de six réacteurs EPR 2 répartis en trois paires est lancé en France, ainsi que l'étude de la réalisation de huit réacteurs supplémentaires.
4. Vous pouvez retrouver la série d'émissions consacrées à la rencontre en tapant «Bure» dans le moteur de recherche du site de Radio Zinzine [radiozinzine.org](http://radiozinzine.org).
5. *Reporterre*: site d'actualité qui traite principalement de problématiques environnementales et sociales [reporterre.net](http://reporterre.net). *Silence!*: revue qui porte un projet de transformation de la société dans le sens de la décroissance et de l'écologie sociale [revuesilence.net](http://revuesilence.net). *Radio Dreyeckland*: une radio libre et non commerciale du sud-ouest de l'Allemagne [rdl.de](http://rdl.de).
6. Cuisines collectives.

## FRANCE

# Le Convoi de l'eau...

... Pour, au-delà des mégabassines, mettre en lumière d'autres menaces sur la ressource en eau\*.

**L'objectif du Convoi de l'eau qui a longé la Loire avant de rallier Paris: obtenir un moratoire sur les projets de méga-bassines, mais aussi alerter sur les autres atteintes à la ressource en eau. Un cairn «en hommage aux blessés de Sainte-Soline» est érigé depuis le 18 août dans le bourg de Lezay (Deux-Sèvres). Ce monticule de pierres et de fanions a marqué du même coup le point de départ du Convoi de l'eau, qui a parcouru plus de 400 kilomètres en direction d'Orléans puis de la capitale avec «soin, joie et détermination» selon les organisations à l'origine de l'évènement.**

Le convoi, arrivé à Orléans en fin de semaine dernière, a installé son campement devant le siège de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, avant de rallier Paris. Une délégation a tenté de négocier avec l'Agence de l'eau «un moratoire sur tous les chantiers et une suspension de tous les projets en cours» de mégabassines. En vain.

Ces gigantesques retenues de stockage de l'eau à l'air libre alimentées par pompage dans les nappes phréatiques et cours d'eau retiennent l'attention médiatique et politique depuis deux ans. Elles ne sont que l'un des maillons d'un système qui continue de contribuer allègrement au réchauffement climatique, tout en ne proposant que d'hypothétiques solutions technologiques ou tentant d'accaparer des ressources fondamentales, telles que l'eau. Dans leur cheminement, les quelque 800 participant·es au Convoi de l'eau ont tenté de mettre en lumière diverses luttes contre des projets menaçant de près ou de loin la ressource en eau.

## À Mer, la folie logistique

Le Convoi de l'eau a marqué une halte, le 23 août à Mer, dans le Loir-et-Cher. Non pour y admirer le château de Chambord, sur l'autre

rive de la Loire, mais pour interpeller sur les «plateformes logistiques» qui ne cessent de s'y étendre et d'artificialiser les terres environnantes. Avec pour conséquences une perte de la biodiversité et de terres vivrières à quelques encablures de la Loire. Pourquoi ici? La commune se situe à l'une des sorties de l'autoroute A10 reliant Bordeaux à Paris via Poitiers, Tours, Blois et Orléans. Cela en fait une implantation stratégique pour ces entrepôts desservis par un nombre vertigineux de camions. «La fermeture à la fin des années 1990 d'une usine de matelas installée à Mer a été compliquée pour la commune. La mairie de l'époque a alors racheté les terres entre la commune et la sortie d'autoroute. Depuis, plus d'une dizaine de projets de plateformes logistiques ont vu le jour. Cela représente une centaine d'hectares artificialisés», retrace Noé Petit, président de l'association locale *À bas le béton*.

À la sortie de la crise sanitaire et alors que le gouvernement souhaite une relance économique rapide, sept nouveaux projets de plateformes logistiques sont lancés. Deux chantiers ont déjà commencé, les autres sont suspendus

à la suite d'un recours de l'association. Le plus grand entrepôt s'étale sur 100.000 m<sup>2</sup> entourés de murs de quinze mètres de haut. «Ces projets vont encore artificialiser 80 hectares et mettre 2000 camions supplémentaires par jour sur les routes. On est dans une démesure totale», déplore Noé Petit. Toute la région est concernée.

Autre élément qui interpelle le collectif: plusieurs projets de plateformes ont été lancés par l'actuel ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation Marc Fesneau lorsqu'il était encore président de la communauté de communes Beauce-Val de Loire créée en 2016, dont fait partie Mer. Ces projets dévorent lentement les terres agricoles et les forêts de la région: «La quasi-totalité des surfaces artificialisées de la région a été prélevée sur les territoires agricoles: 2450 ha, soit 88 % des surfaces artificialisées entre 2012 et 2018. Plus des deux tiers (1740 ha) ont été destinés aux zones industrielles ou commerciales et aux réseaux de communication», relève l'Insee. Cette bétonisation essaime à Mer mais aussi dans l'ensemble de la région, comme à Vierzon, Romorantin, Beaugency et Lamotte-Beuvron. Avec, à chaque fois, la promesse de développement économique et de création d'emplois. «Cet accaparement des sols par les plateformes logistiques ne profite en réalité qu'à une toute petite partie de personnes: les énormes promoteurs qui les développent», rétorque Noé Petit. Pour tenter de peser, *À bas le béton* fait d'ailleurs partie de la coordination régionale *Luttes locales Centre*, rassemblant militant·es et associations opposées aux «grands projets écologiquement néfastes: plateformes logistiques pharaoniques, autoroutes et ponts, mégabassines, immenses lotissements, industries nocives ou déboisement urbain».

## Un fleuve nucléarisé

À une petite dizaine de kilomètres de Mer, ce sont les cheminées de la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux qui se dessinent. Ses réacteurs entrent dans leur 41<sup>e</sup> année de fonctionnement, deux autres, plus anciens, y sont en cours de démantèlement, générant des centaines de tonnes de déchets radioactifs. Avec Belleville-sur-Loire, Chinon, Dampierre-en-Burly le long de la Loire, ainsi que Civaux le long de la Vienne, Saint-Laurent-des-Eaux incarne la présence accrue du nucléaire sur le bassin versant de la Loire. Cinq sites pour quatorze réacteurs nucléaires en tout. Alors que l'Union européenne a classé mi-2022 le nucléaire et le gaz comme «énergies de transition», les participant·es au Convoi de l'eau entendent bien montrer ses impacts sur les ressources aquatiques. À l'occasion du passage des vélos et tracteurs en aval de la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux le 24 août, des activistes du collectif *Loire Vienne Zéro nucléaire* ont effectué un prélèvement d'eau dans la Loire. Ceci afin de «dénoncer l'impact cumulé des 5 sites nucléaires du bassin alimenté par la Loire et ses affluents», selon un communiqué commun.

Le collectif a également publié les résultats de sa veille citoyenne effectuée sur des données de 2021 communiquées par EDF l'année suivante. Et en tire un bilan critique: «EDF pompe, pollue et réchauffe l'eau.» EDF base son estimation de consommation d'eau sur la

quantité d'eau consommée après déduction de la quantité restituée dans les cours d'eau, soit 188 millions de m<sup>3</sup> d'eau évaporés pour un total de 693 millions de m<sup>3</sup> d'eau prélevés sur le bassin versant de la Loire. Ce sont pourtant ces rejets présentés comme une simple restitution au milieu qui contribuent à altérer celui-ci, comme le soulignait Anne Le Strat dans notre entretien du 20 juillet.

## Eau réchauffée et polluée

L'eau rejetée par les centrales n'est plus la même après son passage dans le circuit de refroidissement des réacteurs. Elle s'est réchauffée et contribue à augmenter la température de la Loire, en particulier quand le débit est bas. Le collectif *Loire Vienne Zéro nucléaire* déplore le manque de transparence d'EDF dans la publication en ligne des mesures de températures de l'eau en amont, aval et au niveau du point de rejet des centrales. L'association relève toutefois, dans une publication d'EDF datant de novembre 2022, une moyenne mensuelle de température de 22.2°C au niveau du point de rejet de la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux. La température du fleuve progresse alors de 0.6°C entre l'amont de la centrale (11.2°C) et l'aval (11.8°C). Le collectif s'interroge également sur les rejets dans le milieu d'une eau chargée en éléments chimiques et radioactifs sur le long terme. La concentration de tritium, «peu radiotoxique, mais nécessitant une surveillance» selon l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire), est régulièrement surveillée par l'ACRO (Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest). Cette dernière pointe ainsi dans un rapport de 2021 «l'influence cumulée des rejets d'effluents liquides radioactifs de l'ensemble des centrales nucléaires de Belleville à Chinon» concernant la concentration du tritium dans la Loire. Les mesures réalisées par l'association montrent des niveaux significatifs de tritium dans les écosystèmes aquatiques et certains réseaux d'eau potable comme à Châtellerault et Saumur. L'ACRO appelle ainsi à une surveillance plus efficace de ces niveaux, dépassant parfois la limite de qualité pour l'eau potable fixée en France à 100 becquerels par litre. Le réchauffement global et à long terme des cours d'eau pose question. Ainsi, dans une étude thermique du Rhône publiée en 2016 par EDF, le réchauffement climatique et les rejets thermiques des centrales sont pointés comme les «deux contributeurs principaux au réchauffement des eaux du Rhône». Cela n'est d'ailleurs pas sans effet sur les populations de poissons et les écosystèmes: «Sous influence de températures plus élevées, les peuplements piscicoles du Rhône voient une augmentation des espèces d'eaux chaudes et peu courantes dont certaines sont allochtones [proviennent d'un en-

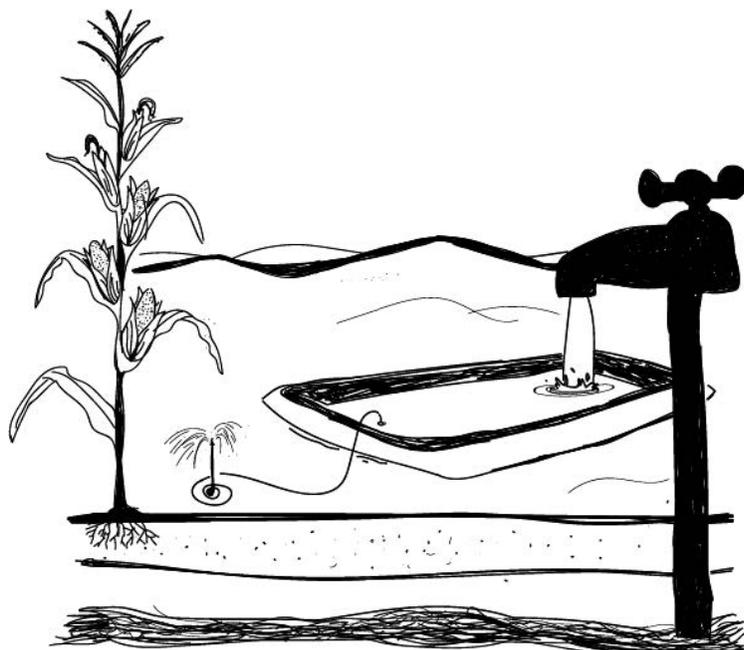
droit différent]. *Le constat est similaire pour la végétation aquatique.*»

## Du biogaz en zone humide

Le biogaz se développe également en Centre-Val de Loire, où les projets de méthanisation<sup>1</sup> ont le vent en poupe. L'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) recense en 2019 plus de soixante projets en dix ans. La méthanisation est considérée comme une énergie renouvelable – du biogaz issu des cultures – et est censée apporter un complément de revenus pour les agriculteurs. Elle est largement soutenue et encouragée par les pouvoirs publics.

Un des premiers collectifs à intervenir lors du *Convoi de l'eau* est basé à Lezay et proteste contre la construction de trois méthaniseurs en zone Natura 2000. En effet, comme pour les autres sources d'énergie renouvelable, tous les projets ne sont pas souhaitables ni soutenables. «Nous ne sommes pas contre la méthanisation, mais nous revendiquons un certain nombre de conditions préalables pour que ces projets aient du sens», indique Guy Janvrot, secrétaire régional de France Nature Environnement (FNE) en Centre-Val de Loire. «Si le développement de la méthanisation provoque une intensification encore plus importante de l'agriculture, alors ce n'est pas la bonne voie», souligne Guy Janvrot. FNE insiste notamment sur l'importance d'éviter un «effet rebond»: sous prétexte qu'une partie de l'énergie consommée serait moins polluante, aucun effort de sobriété ne serait accompli. Un développement intensif de la méthanisation entrerait en conflit avec les cultures dédiées à l'alimentation et générerait des pollutions liées au transport du biogaz sur de plus grandes distances<sup>2</sup>. Produire des cultures uniquement destinées à être méthanisées devrait ainsi cesser selon FNE.

En France, la législation prévoit une limite de 15 % de cultures dédiées uniquement à la méthanisation. «C'est déjà trop» pour le secrétaire régional de FNE. L'organisation prône une réduction progressive de ce taux jusqu'à la disparition des cultures dédiées, gourmandes en eau et en terres, au profit de cultures vivrières. De plus, «si la matière organique est transportée sur plus de dix ki-



Source: Bassines non merci

lomètres, cela rend le bilan carbone de tels projets inintéressant». FNE appelle également de ses vœux un contrôle citoyen et légal plus strict pour les projets de méthanisation. «Le digestat n'est actuellement soumis à aucun plan d'épandage obligatoire, ce qui est dommageable pour la préservation de la qualité de l'eau», regrette Guy Janvrot. «Il faut également que l'installation de méthaniseurs ne se fasse pas au détriment de la biodiversité.» Comprendre: ne pas avoir à déboiser ou porter atteinte à une zone protégée pour leur construction. Ce sont ces projets peu viables que dénoncent les participants au *Convoi de l'eau*. Et ce, dès le départ à Lezay, où un permis de construire a été déposé en juillet 2023 pour la construction de trois méthaniseurs, comme l'indique la pétition du collectif Lezay Natura 2000, créé le 23 juillet. Malgré un avis défavorable d'Olivier Gayet, maire de la commune, la construction de ces infrastructures est prévue «en zone humide et en zone Natura 2000 pour la protection des espèces» selon Florent Blanchard, agriculteur et initiateur du collectif, cité par *La Nouvelle République*. Le projet interroge d'autant plus que son exploitant, *TechniqueSolaire*, a déclaré des apports et résidus organiques par jour, ce qui permet d'échapper à la réalisation d'une enquête publique. Une stratégie déjà dénoncée en 2022 par le média indépendant breton *Splann*<sup>3</sup> qui recensait alors l'agrandissement en Bretagne d'un méthaniseur sur trois «dans les cinq années qui suivent sa construction, selon la stratégie du fait accompli».

Nils Hollenstein  
Le 31 août 2023

Vous pouvez retrouver une émission consacrée au Convoi de l'eau en tapant «convoi» dans le moteur de recherche du site de Radio Zinzine <radiozinzine.org>.

1. La méthanisation vise, selon l'INRAE (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement), à transformer les résidus agricoles issus de cultures ou d'élevages, mais aussi les déchets organiques industriels et des collectivités en biogaz, principalement composé de méthane. Le produit résiduel après méthanisation est appelé digestat et est utilisé comme engrais agricole.

2. Voir la position de FNE sur la méthanisation: <https://www.fne-aura.org/uploads/2023/03/methanisation-fneaura-condense-17.03.2023.pdf>

3. <splann.org>

\* Cet article est tiré de *Basta!*, un média indépendant d'investigation, qui traite des questions sociales et environnementales, à travers des enquêtes, des reportages, des articles d'analyse... <basta.media>.

Vous y trouverez toutes les sources de cet article.

## ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande ....N°. à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: ..... Adresse: .....

Pays: ..... Profession/Organisation: .....

Téléphone: ..... Mail: .....

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40\_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

# Aux Volets Rouges, en soutien aux exilé·es, liberté, paix et justice

**Le cinquième festival *Aux Volets Rouges* s'est tenu cet été du 10 au 13 août à Tarnac, sur la ferme du Goutailloux. Près d'un millier de personnes se sont retrouvées pour discuter, réfléchir et faire la fête autour des questions migratoires, des questions de genres, des questions écologiques, et sur tout ce qui anime les participant·es.**

En 2017, pour faire face à la crise migratoire, l'association *Montagne Accueil Solidarité (MAS)* de Peyrelevade en Corrèze a acheté une maison grâce à une levée de fonds solidaire: la *Maison aux Volets Rouges*. Celle-ci est située au cœur du village voisin à Tarnac. Le MAS se mobilise depuis plusieurs années autour des personnes et des familles à qui le droit d'asile a été refusé. Cette association agit pour trouver des solutions d'hébergement, de transport et de subsistance sur la Montagne Limousine. Les bénéficiaires du festival *Aux Volets Rouges*, qui a eu lieu pour la cinquième année consécutive, lui sont reversés.

Tout a commencé au lendemain du démantèlement et de l'évacuation de la première «jungle» de Calais. Les migrant·es et exilé·es ont été orienté·es vers différentes structures d'accueil en France, CADA (Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile) ou CAO (Centre d'Accueil et d'Orientation). Ainsi dans la région, deux CADA ont vu le jour, dont un à Peyrelevade. Cependant, 70% des demandeur·euses d'asile sont débouté·es à l'issue de leur demande, et se retrouvent à la rue, sans moyen.

Pour y remédier, une association, le MAS de Peyrelevade et une Cimade<sup>1</sup> pour l'aide administrative sont créées afin d'accompagner ces personnes. Les habitant·es se mobilisent également en les accueillant dans leur domicile. À ce moment-là, une maison

est mise en vente à Tarnac au prix de 15.000 euros, et très vite, une campagne de dons se met en place via Internet. La somme demandée est rapidement atteinte, ainsi que les frais de notaire et une somme de 10.000 euros en plus qui sera utilisée pour réaliser les travaux nécessaires. Un appel à chantier participatif est lancé également, avec un énorme succès! Des voisin·es, des ami·es, des artisan·es viendront de toute la région pour mettre la maison en état, selon leurs compétences. Isolation du toit, plomberie, escalier en bois, peinture ou aménagement, tout sera prêt en quelques mois.

Toute l'équipe qui gère la maison et qui accompagne les personnes en tant que référent·es est bénévole, et non professionnelle, il n'y a pas de travailleur·euses sociaux. Ce qui compte réellement, c'est la rencontre, l'entente réciproque entre la personne concernée, l'équipe et les autres occupant·es de la maison. Au début, il s'agissait beaucoup d'hommes, et de jeunes hommes isolés. Mais depuis deux ans, des familles sont également accueillies. Les personnes concernées ne sont d'ailleurs pas exclusivement sorties des CADA, il peut s'agir de connaissances plus ou moins proches qui viennent d'arriver en France, ou qui y vivent depuis longtemps, mais souvent dans des conditions précaires.

Une charte simple, qui régit le fonctionnement de la maison et les engagements

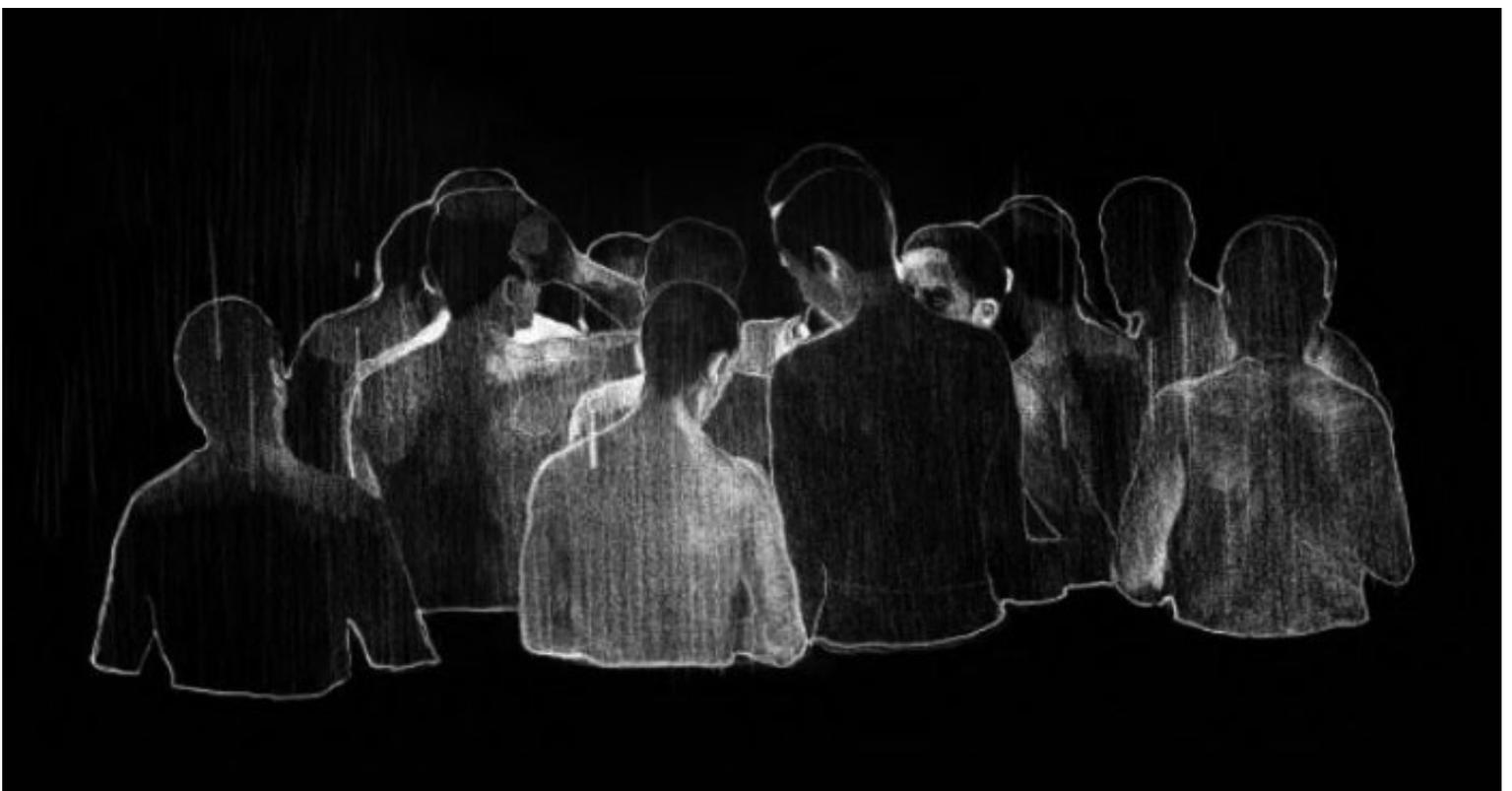
minimums à respecter, ainsi qu'un contrat d'hébergement sont à signer avec le MAS. Ces documents pourront servir de preuve de vie en France dans le dossier des personnes. Il n'y a pas vraiment de temps limite à l'accueil, cela dépend surtout du bien-être des personnes dans la maison, de l'avancée de leur dossier. Pour certain·es c'est l'attrait de la ville et d'un emploi qui les fera partir. D'autres iront faire une formation. Mais pour nombre de celles et ceux qui sont passé·es par cette maison et ce village, c'est un véritable foyer qu'ils ont trouvé, et selon leurs termes, «une deuxième famille».

Des liens amicaux se créent entre les occupant·es et les référent·es. Ces dernier·es ont acquis de l'expérience au fil du temps et des accompagnements et se spécialisent peu à peu. Pour les un·es ce sera un accompagnement administratif ou juridique surtout, d'autres les accompagneront dans leurs parcours médicaux. D'autres donneront des cours de français. D'autres encore feront des demandes de subventions à des fondations privées telles que *Un monde par tous* ou *Lush*, afin de continuer à rendre la maison confortable et bien chauffée l'hiver. Et bien sûr, certaines de ces personnes se chargent plus particulièrement d'organiser le festival *Aux Volets Rouges*!

## Le festival *Aux Volets Rouges*

Avant le festival, des soirées événement, des repas, des discussions étaient organisés avec les migrant·es. Cela permettait tant bien que mal de financer la maison et son fonctionnement, mais aussi un peu d'argent de poche, les déplacements, les avocats et les papiers eux-mêmes qui sont payants et même les frais scolaires. Depuis 5 ans maintenant, c'est un véritable festival qui est organisé sur l'initiative de Véra, une des habitantes de Tarnac et référente à la Maison, avec ses ami·es de Bâle.

Au-delà de sa fonction financière, le festival est surtout un lieu de rencontres entre les différentes personnes qui s'indignent du sort



réservé aux personnes migrantes, et qui réfléchissent à des moyens d'accueil: «ces [...] jours d'échanges offriront des rencontres, susciteront des liens, inspireront nos luttes et nos diverses créativité. Comment accueillir dignement? Comment créer des liens entre la ville et la campagne? Comment s'organiser face à la police et l'injustice de l'État?».

Cet événement permet aux exilé·es en France de se rencontrer pour partager leurs expériences, se soutenir, trouver des moyens de poursuivre les luttes engagées dans leurs pays d'origine. «Comment continuer à lutter depuis l'exil, dans une France qui collabore avec des dictateurs génocidaires? Comment défendre une solidarité révolutionnaire transnationale?».

Mais il permet aussi «de se retrouver avec un rendez-vous fixe pour ceux et celles qui se sont dispersé·es» au fil des années, autant des personnes ayant vécu dans la MVR que des ancien·es habitant·es du plateau de la montagne limousine. Ou encore des personnes liées par l'amitié, avec lesquelles on élabore «afin de continuer à tisser des réseaux de solidarité et de lutte», avec les personnes migrantes bien sûr.

Et il en est ainsi avec les différents groupes qui préparent le festival des mois en amont: le groupe de Bâle, qui se constitue expressément pour l'événement mais dont le noyau reste fixe, une association syrienne: *Al-Beyt* qui soutien le festival et participe à la programmation musicale, la *Cantine Syrienne de Montreuil* et *Les Peuples Veulent*, qui participent activement aux discussions ainsi que des habitant·es du territoire.

Différents espaces sont aménagés à l'occasion entre autres par les Bâlois·es: un *dance floor* dans les bois, un *open floor* sur une colline, des tentes et des barnums, et la magnifique grange du Goutailloux. On peut assister à des spectacles, des *workshops*, des ateliers, du théâtre, des films, des débats, des présentations sur tout ce que les diverses personnes et groupes voudront partager, depuis les questions d'exil, de féminisme, de genre, de sécurité digitale ou au sujet des papillons de nuit directement dans les champs. Le tout d'une richesse et d'une qualité impressionnantes, en autogestion et de façon bénévole!

C'est donc l'occasion d'échanger autour des problématiques qui génèrent l'exil et la migration. En effet, durant les jours de discussions et de rencontres qui précèdent la grande fête, alors qu'on a encore l'esprit clair, les différent·es intervenant·es font le récit des situations de conflits, de guerres ou de méandres économique et écologique dans lesquels certains pays se trouvent. Il s'agit ici de créer des ponts pour générer un internationalisme par le bas, de lutter ensemble et de soutenir les peuples en lutte.

Car la révolution est le choix du peuple!

Nassima Taleb  
FCE - France

Vous pouvez retrouver la série d'émissions consacrées à la Maison aux volets rouges en tapant «volets rouges» dans le moteur de recherche du site de Radio Zinzine <radiozinzine.org>.

1. La Cimade est une association loi de 1901 de solidarité active et de soutien politique aux migrants, aux réfugiés et aux déplacés, aux demandeurs d'asile et aux étrangers en situation irrégulière.  
2. Cette citation et les suivantes ont été recueillies dans le texte d'invitation de la quatrième édition du festival.

## UKRAINE

# Derrière le front Sud-Est, la vie continue!

**Khoust, le samedi 18 février 2023. Nous venons de faire le plein de gasoil et allons partir en direction de Kiev, cela fait un peu moins d'une semaine que je suis arrivé en Ukraine et je suis assez satisfait à l'idée que je vais bientôt rencontrer les gens avec lesquels je vais vivre et coopérer. Dans la voiture, je suis avec Sergeï et Edgar, nous fonçons dans l'obscurité tombante sur les routes de montagne. Je ne connais pas trop mes compagnons de voyage, nous avons juste eu pendant trois jours quelques discussions/échanges sur la guerre, mon implication, et les réalités dans un abri pour réfugié·es.**

Sergeï coopère avec Longo Maï et le Forum Civique depuis quelques mois, Edgar est membre de *World To Ukrainians* (l'organisation avec laquelle je travaille).

Dans la voiture, bien que tous les deux parlent anglais, ils discutent beaucoup en ukrainien, sans doute de l'organisation du voyage (qui durera 3 jours), je ne comprends pas mais je m'occupe en essayant de percevoir les paysages et d'imaginer l'ambiance dans les villages que nous traversons. Il fait maintenant nuit, les rues sont désertes et bientôt nous arrivons au premier *checkpoint*.

### Quelques semaines plus tôt...

Au début de cette année, j'étais très motivé à participer à la solidarité vis-à-vis du conflit ukrainien, je venais de terminer une expérience positive en dirigeant la cuisine du Centre Léopold (premier centre d'accueil pour réfugié·es ukrainien·es à Bruxelles). La centaine de résident·es de ce centre étant devenue autonome dans leur quotidien, je n'avais plus de raison de continuer cette implication et mon contrat de travail n'avait donc pas été prolongé.

À cette époque, le Forum Civique Européen, multipliant les initiatives (création de logements temporaires et de long terme, cantines, exfiltration de civils depuis les zones de conflits, soutien logistique et financier auprès d'autres organisations...), avait besoin d'aide et je rentrais donc en contact avec eux. Quelques jours plus tard, j'ai reçu un appel de Transcarpatie, c'était Oreste del Sol.

Avec Oreste, on s'était déjà croisés une fois ou deux par le passé, nous nous situions sans nous connaître vraiment. Lors de cette pre-

mière discussions téléphonique, le ton était décontracté, il était évident que j'allais être utile. Je suis cuisinier et ancien régisseur d'événements, je crois que mon côté «baroudeur» et débrouillard, mes diverses expériences de cuisines avec des publics sensibles sont des qualités appréciées au vu des circonstances.

Au début de mon activité, je devais participer à un projet à Nijnié Selichtché (Transcarpatie) mais une semaine avant mon départ de Bruxelles, il m'a été proposé de changer de destination, le projet de Nijnié fonctionnant assez bien mais surtout, ailleurs, le cuisinier (ukrainien) d'un autre centre avait été mobilisé par l'armée et la situation en cuisine était devenue difficile.

### La cuisine dans un centre pour réfugié·es?

L'autre endroit, c'était Zaporijjia et certes, l'implication n'était pas la même mais après quelques discussions avec les différentes personnes encadrant les projets (entre autres sur les questions de sécurité), l'affaire fut réglée, je partais vivre pour une première expérience d'un mois et demi à 35 km du front et j'allais cuisinier pour 250 personnes.

De quelle façon ça allait se faire, avec qui et comment, les réponses à ces questions étaient restées très vagues (mes interlocuteurs ne connaissaient pas les détails du lieu et encore moins de la cuisine) seuls la sécurité et le pourquoi étaient importants: le *shelter* de Zaporijjia accueille des réfugié·es (civil·es) ayant fui les zones de combat du Sud-Est (Berdiansk, Marioupol, Melitopol Kherson...), il accueille en permanence une centaine de personnes (principalement des familles) mais fournit aussi



Projet lauréat du 2e concours de design pour les timbres en Ukraine, juin 2022, Anastasia Bondarets

d'autres lieux ne disposant pas d'infrastructures culinaires. À ce jour, (le 15 septembre 23) nous cuisinons quotidiennement pour 780 personnes. Depuis son ouverture en avril 2022, plus de 4000 personnes ont transité ici.

La vie à Zaporijjia, bien que compliquée, ne ressemble pas à l'idée que je me faisais d'une ville en guerre. Certes, il y a un certain danger à être ici, les alertes dues aux risques de bombardements sont au rythme de deux ou trois par jour mais peuvent devenir continues pendant plusieurs jours. Mon lieu de vie et de travail est dans le sous-sol d'une usine à 15 km du centre de la ville, de ce fait, je vis en relative sécurité.

Le plus gros risque reste lors des déplacements en ville. En cas d'alertes, les sirènes extérieures retentissent et nous avons une application sur smartphone indiquant l'alerte, que faire et où aller. Cela dit, quand je suis dans un bus et qu'une alerte retentit, tout le monde prends son téléphone, coupe le son de l'alarme et continue son voyage sans prêter attention à la situation. Se déplacer reste donc dangereux car les bombardements éventrant la ville ici et là sont bien réels.

Quand la situation est calme, les commerces (alimentation, vêtements, bar et restaurants) fonctionnent normalement et nous trouvons tous les produits, des plus basiques aux plus luxueux. La vie prend alors un cours plus ou moins normal, même si on évite de flâner. Pour ma part, lorsque je prends un verre en ville ou lors d'alertes, je privilégie toujours un resto ou un bar en sous-sol.

Si on compare avec l'Ouest du pays, la tension ici est plus forte et les mines fatiguées. L'hiver, alors que l'Ukraine se préparait à la contre-offensive, les gens d'ici bien qu'inquiets étaient portés par l'idée qu'avec tous les «soutiens» en armements reçus d'autres pays, la réponse ukrainienne à ce qu'ils enduraient depuis plus d'un an allait être significative et calmerait l'envahisseur *«qu'ils allaient leur mettre la patate»*.

La bataille a commencé le 9 juin en début de soirée et les «percées spectaculaires» que toutes et tous attendaient ont été moins significatives que prévu, Zaporijjia continue de souffrir.

Pendant les beaux jours de l'été, le parc Vozneseniv's'kyi dans le centre ville attirait les familles et autres badaud·es. Avec ses nombreuses buvettes, points d'eau et activités pour enfant, c'était redevenu le lieu de villégiature urbaine des fins d'après-midi et des week-ends. Le 10 août en début de soirée, un missile frappait l'hôtel en face du parc, bilan: 1 mort et 16 blessé·es, la veille un autre bombardement à quelques centaines de mètres de là: 3 morts et 9 blessé·es dont un enfant. Ces victimes, ces immeubles pulvérisés, rappellent à celles et ceux qui voudraient oublier quelques heures durant la terrible réalité.

Malgré le côté souvent pénible, parfois atroce de la situation, la vie continue dans le *shelter*, avec ses moments pas faciles qu'on essaie de transformer en *«plus chouettes»* mais aussi ses moments de joie. La plupart des gens avec lesquels je travaille sont des réfugié·es et ne savent pas de quoi demain sera fait. L'important c'est de vivre, en sécurité. Pour certains, le *shelter* n'est qu'une étape, une respiration avant d'aller vers ailleurs, d'autres y attendent la fin de la guerre et participent aux diverses tâches collectives, entretien, accueil, cuisine...



Jane, Emmanuel, Vika, octobre 2023

De mon côté, je pense prolonger mon expérience jusqu'au mois de janvier. Je me suis souvent demandé ce que je faisais là, est-ce du voyeurisme, autre chose? Je pense que ma première approche ukrainienne lors de mon expérience bruxelloise répond à la question, en tout cas pour ce qui concerne le début de ma présence ici. Pour le reste, les diverses rencontres et expériences que cela m'apporte font que, malgré le contexte, les contraintes que ça engendre, je reste motivé à vivre à Zaporijjia.

### ***Thank you for what you are doing for Ukraine!***

*«Merci de tout ce que tu fais pour l'Ukraine»*, on me le dit souvent, quand je demande une info dans la rue ou en travaillant, les gens s'interrogent sur ma présence ici et de toute façon, (je ne sais toujours pas pourquoi) mais à la façon dont les gens me regardent, je sais qu'ils voient directement que je ne suis pas d'ici, pourtant, je ne suis pas venu avec mes shorts à fleurs:

Entendons-nous bien, en aucun cas je ne suis venu aider un pays, une nation ou me ranger derrière un drapeau, même si j'aime bien le bleu et le jaune: en fait, même si en finalité c'est effectivement une aide concrète, je préfère parler de partages, de moments, d'expériences... En cuisine, personne n'est chef et personne n'est commis, il y a la liste des ingrédients, le nombre de repas à livrer à tel ou tel endroit, à telle ou telle heure, tout le monde met la main partout où c'est néces-

saire, de toute façon, il y aura du *bortsch* et en Ukraine, tout le monde sait comment cuisiner le *bortsch*, quelle que soit la quantité à préparer. Le but ici n'est pas de me rendre indispensable mais d'accompagner. La langue est parfois un obstacle parce qu'en cuisine, seules deux personnes parlent l'anglais.

Je vis (à quelques exceptions près) avec les gens avec lesquels je travaille, de ce fait, sans parler la même langue et n'étant pas doué pour l'ukrainien, la communication reste limitée, mais ça n'empêche pas que des affinités se sont créées. Les habitant·es du centre savent que je ne les comprends pas et multiplient les efforts pour se faire comprendre, et c'est réciproque. Hier, avec une partie de l'équipe cuisine, on est allé·es faire un barbecue le long du Dniepr, qui a diminué de moitié à cause de la destruction du barrage de Kherson, il y avait du soleil, on a pêché et, malgré le nombre important de pêcheurs, c'est nous qui pêchions les plus beaux et les plus gros poissons.

Là où les actes, les pensées, des États, des institutions, dérapent en envoyant des centaines de milliers de gens à la mort ou en détruisant les vies de millions d'autres, il est important que chacune et chacun apporte sa contribution pour aller vers la paix.

Réfléchir, c'est déjà contribuer.

Emmanuel Dache  
Zaporijjia  
15 septembre 2023

# La répression nourrit la vague de solidarité avec Pinar Selek

Le 27 septembre 2023 à Paris a eu lieu la soirée «Pinar Selek persiste et signe». Voici le discours lu par Marianne Ebel au nom des collectifs de solidarité.

La répression enclenchée en 1998 par la justice turque contre Pinar Selek – à l'époque jeune écrivaine, activiste et sociologue – avait pour but d'entraver ses recherches et ses actions pour la justice, et d'étouffer l'écho de sa voix. En réalité elle a eu l'effet inverse: elle a contribué à faire passer la voix de cette opposante de l'échelle nationale à l'échelle transnationale. Elle a décuplé les soutiens qui se sont engagés à ses côtés. Face à ce constat, le pouvoir en place a pour le moment décidé de s'entêter dans son erreur, s'enfonçant à chaque fois un peu plus dans l'ornière dans laquelle il s'est engagé.

Le premier épisode de cette défaite politique remonte à l'emprisonnement de Pinar Selek de 1998 à 2000. L'annonce de son accusation de terrorisme, inventée de toutes pièces, eut un retentissement médiatique énorme en Turquie. Bientôt, de nombreux médias prenaient partie en faveur de cette jeune femme engagée et victime d'un grossier montage juridique destiné à la faire taire.

La jeune activiste et chercheuse universitaire est sortie de prison avec une notoriété qui s'était accrue, et a pu engager des actions fortes en faveur de la paix, ou encore au sein des mouvements féministe et antimilitariste.

L'appel systématiquement interjeté par l'État, suite à chacun de ses acquittements, n'a eu de cesse de la remettre sur le devant de la scène médiatique et a peut-être contribué sans le vouloir au retentissement important de ses actions et de ses recherches.

En 2009, Pinar Selek a dû s'exiler de Turquie, s'arracher à ses engagements et à ses proches. Ce départ forcé du jour au lendemain, forcément douloureux, lui a permis de rencontrer de nombreux réseaux internationaux qui

se sont ralliés à ses combats, s'engageant à défendre ses droits. Du *Pen Club International* à la *Marche Mondiale des Femmes*, de la *Ligue des droits de l'Homme* à des associations françaises et européennes de recherche universitaire, la liste serait interminable.

Depuis bientôt 15 ans que Pinar Selek vit en exil, les innombrables rencontres qu'elle a faites, les amitiés, les complicités politiques, littéraires qu'elle a nouées, les recherches qu'elle a effectuées, les initiatives militantes dans lesquelles elle s'est engagée, ont tissé un réseau très dense dans de nombreux pays, de l'Allemagne à la France, de la Suisse à l'Italie ou à la Tunisie.

Cet exil imposé a, de fait, considérablement élargi le cercle des lectrices et des lecteurs de ses romans, essais ou contes; il a élargi le cercle des personnes qui aujourd'hui sont informées de l'évolution du mouvement féministe, LGBT+ ou antimilitariste en Turquie. Ses œuvres continuent à être publiées, rééditées et traduites dans de nombreuses langues.

Le pouvoir politique turc voulait éviter la contagion de ses idées subversives: il n'a réussi qu'à en étendre considérablement la portée, au-delà de ses frontières. C'est ainsi que fonctionne le feu, et même un État autoritaire n'y peut rien. Chaque fois que l'État turc fait appel d'un acquittement de Pinar Selek, c'est comme si, au lieu d'éteindre le feu, il soufflait sur des braises, les répandant au loin. À deux jours de la nouvelle audience du procès contre Pinar Selek qui aura lieu le 29 septembre à Istanbul, en présence d'une forte délégation internationale, nous, ses nombreux comités de solidarité, venons témoigner ici de la vague de solidarité qui entoure et porte Pinar Selek. Des événements de soutien se

sont multipliés partout en France, en Suisse et ailleurs. De nombreuses tribunes, dont une signée récemment par des personnalités du monde littéraire, ont été publiées. 26 membres du Conseil de l'Europe ont adopté une déclaration écrite contre l'acharnement judiciaire qu'elle subit. Une pétition largement signée a été envoyée aux autorités turques via l'ambassade de Turquie en Suisse, etc.

Ce procès sans fin est insupportable et doit enfin cesser. Pinar Selek doit être définitivement acquittée. Cet acharnement politico-juridique qui la freine dans son travail universitaire de chercheuse et dans ses actions féministes et antimilitaristes, est aussi une souffrance. C'est intolérable. Face à l'injustice, nous ne céderons pas.

Chère Pinar, tu nous surprendras toujours. En publiant *Le Chaudron militaire turc*<sup>1</sup> en réponse au harcèlement juridico-politique qui cherche à te faire taire, tu fais preuve d'un courage et d'une audace hors du commun. La liberté de pensée, de recherche et d'expression que tu pratiques au quotidien font de toi plus qu'une sociologue, un symbole de la résistance face à la montée du totalitarisme, en Turquie et ailleurs.

Ta force et ta détermination sont contagieuses. Merci à toi! et promis, nous ne lâcherons pas. La solidarité internationale est plus forte que leurs coups bas et leurs coups de force.

Marianne Ebel

Au nom des collectifs de solidarité\*

\* <Pinarselik.fr>

Vous pouvez retrouver la série d'émissions consacrées à Pinar en tapant «Pinar» ou «Pinar» dans le moteur de recherche du site de Radio Zinzine <radiozinzine.org>.

1. *Le chaudron militaire turc. Un exemple de production de la violence masculine*, aux éditions Des femmes-Antoinette Fouque, octobre 2023.

## Le grotesque judiciaire se poursuit

Aujourd'hui, 29 septembre 2023, le palais de justice turc d'Istanbul n'a de nouveau pas prononcé de jugement définitif à l'encontre de Pinar Selek. Le procès a été reporté au 28 juin 2024. Certaines conditions manquent pour qu'un jugement définitif soit prononcé.

- Le dossier d'accusation est dépourvu de toute preuve de sa culpabilité.

- La présence de Pinar à l'audience est exigée par le ministère public.

Pour la contraindre de se rendre en Turquie, un mandat d'arrêt international via Interpol doit être émis à son encontre, ce qui n'a pas pu être fait jusqu'à présent car cela nécessite certaines vérifications. En 2014, cette demande avait déjà été rejetée par Interpol. Le procureur vise en outre à obtenir son extradition vers la Turquie, ce que la France a peu de chances de faire puisque Pinar est citoyenne française.

La présence aujourd'hui de nombreux avocat-es turc/ques, français-es et suisses, de scientifiques, d'écrivain-es, de syndicalistes, de professeur-es d'université et de représentant-es de diverses organisations de défense des droits humains était très imposante, face à un déploiement policier démesuré.

Constanze Warta et  
Michael Roessler  
FCE



Günesin Dogusu, Aliye Berger, 1954